



Ville de

Mandœuvre

ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2026/050

République Française

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 09/04/2026

Reçu en préfecture le 09/04/2026

Publié le

ID : 025-212503676-20260409-2026_050-AI



ARRÊTÉ DU MAIRE

Portant nomination de Monsieur Vincent ROY, conseiller municipal délégué

Le Maire de Mandœuvre,

Vu l'article L. 2122-18 du Code général des collectivités territoriales, autorisant le maire à déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs adjoints et à des conseillers municipaux ;

Vu l'article L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales permettant au maire, sauf disposition contraire dans la délibération, de subdéléguer sa signature dans les matières déléguées par le conseil municipal ;

Vu la loi du 13 août 2004 relative aux lois et responsabilités locales, laquelle permet aux conseillers municipaux de recevoir des délégations de fonctions dès lors que chaque adjoint est titulaire d'une ou plusieurs délégations ;

Vu le procès-verbal de la séance d'installation du conseil municipal en date du 27 mars 2026 constatant l'élection du Maire et des Adjoints ;

Vu la délibération du 8 avril 2026 par laquelle le conseil municipal a délégué au Maire, au terme de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, un certain nombre de ses compétences ;

Vu l'absence d'opposition du conseil municipal, dans sa délibération en date du 8 avril 2026 portant délégation de compétences au maire ;

Considérant que pour la bonne marche des services municipaux et le bon fonctionnement de la Commune, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit assuré par les adjoints au Maire ;

Considérant qu'il est nécessaire de nommer des conseillers délégués afin d'assister et seconder les adjoints au Maire dans les fonctions et missions qui lui sont confiées ;

ARRÊTE

Article 1 :

Monsieur Vincent ROY est nommé conseiller municipal délégué en matière d'environnement.

Article 2 :

Monsieur Vincent ROY sera rattaché directement à Monsieur Nicola BASILICO, Septième Adjoint en charge des Travaux, de l'Urbanisme et de l'Environnement, pour l'exercice de ses missions. Une lettre de cadrage complètera les dispositions du présent arrêté.

Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Maire de Mandeuire dans le délai de deux mois à compter de sa publication sous forme électronique sur le site Internet de la commune.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Besançon 30 rue Charles NODIER – 25000 BESANCON, dans le délai de deux mois à compter de sa publication sous forme électronique sur le site Internet de la commune ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Notifié à l'intéressé le :

9 avril 2026

Télétransmis en préfecture le :

9 avril 2026

Affiché et Publié sur le site internet le :

9 avril 2026

Fait à Mandeuire le 9 avril 2026

Le Maire,

Stéphane PODGORA



Ampliation du présent arrêté sera faite à :

- Monsieur le Préfet
- Monsieur le Chef de Poste du Service de Gestion Comptable du Pays de Montbéliard.
- Madame la Directrice Générale des Services.

Envoyé en préfecture le 09/04/2026

Reçu en préfecture le 09/04/2026

Publié le

ID : 025-212503676-20260409-2026_050-AI

